

COMMUNIQUE PRESSE

6 septembre 2017



Objet : Etats généraux de l'alimentation (EGAlim)

La FDSEA du Morbihan avait annoncé son inquiétude sur l'aboutissement des EGAlim lors d'une conférence de presse le 18 août dernier.

Le gouvernement a lancé ces états généraux pour faire écho au désespoir d'un grand nombre d'agriculteurs, ne vivant plus dignement de leur métier. Le président Macron avait annoncé ces EGAlim comme une solution pour retrouver une meilleure rémunération pour les agriculteurs et agricultrices français, mais aussi un meilleur respect de la société tout entière.

Le constat après le démarrage des EGAlim confirme les inquiétudes des responsables de la FDSEA :

- 14 ateliers dont seulement 2 aborderont en principe directement la rémunération des agriculteurs. Les autres ateliers sont plutôt tournés sur les attentes sociétales d'une agriculture qui est bien loin des réalités du terrain et des besoins de la majorité des agriculteurs !
- Des participants très nombreux, le plus souvent éloignés des maillons de la production et plus grave encore, dont l'intérêt n'est pas de voir les prix d'achat des produits agricoles augmenter (distributeurs, transformateurs...)

Alors, comment espérer une issue enfin favorable à notre agriculture, si les acteurs mêmes des états généraux n'ont pas un intérêt commun à voir une amélioration pérenne de la rémunération des agriculteurs et agricultrices.

Pire encore, les conclusions semblent déjà toutes faites: le salut de la rémunération des agriculteurs viendra par la segmentation, les labels et autres cahiers des charges toujours plus contraignants mais qui en fait n'améliorent pas le revenu car jusqu'à présent ce sont bien les maillons de la transformation et de la distribution qui font le prix, quelles que soient les modalités de production !!!

La FDSEA s'interroge sur la finalité de ces EGAlim. Pourtant, des solutions existent et 2 ateliers de réflexion, impliquant réellement les maillons de la production, auraient bien suffi pour travailler sur :

- La répartition de la valeur pour que les agriculteurs ne puissent plus vendre à perte et que leurs coûts de production soient intégrés dans les prix d'achat,
- La possibilité juridique que les producteurs puissent s'organiser pour être mieux représentés et plus fort au sein des filières.

La FDSEA du Morbihan ne pourra pas cautionner un résultat des EGAlim qui conduirait à plus de contraintes sans plus-value sur les prix. L'excellence de l'agriculture française et bretonne doit enfin être reconnue. Il faut simplement payer les produits à leur juste valeur et arrêter de mentir aux consommateurs sur la valeur réelle de choses. Une alimentation saine a un prix !

Contacts : 02.97.74.40.22

FDSEA 56 : Frank GUEHENNEC, Président

Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

Cité de l'agriculture · avenue Borgnis Desbordes
BP 183 · 56005 Vannes cédex

Tél : 02 97 40 74 22 · Fax : 02 97 46 44 49

www.fdsea56.fr